



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/25/46
modifiant l'arrêté préfectoral D3-B4-08-108 du 15 mai 2008
autorisant la société Lafarge Granulats à prolonger la durée
d'exploitation de la carrière sur la commune de Gaillon**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

l'arrêté préfectoral n°D3-B4-08-108 du 15/05/2008 autorisant la société à exploiter une carrière sur la commune de Gaillon,

l'arrêté préfectoral n°D1/B1/11/342 du 27/06/2011, modifiant les conditions de réaménagement de l'arrêté préfectoral du 15/05/2008,

le courrier n°UTE.2014.03.3029.NV.be.E2-LGSN concernant la modification de la périodicité du suivi des eaux souterraines en 2014,

le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale n° D-14-E2-5731 du 20/11/2014,

le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale n°D-18-ERC-275 du 15/06/2018,

le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale n°UBDEO/ERC/22/30 du 16/03/2022,

l'arrêté préfectoral n° UBDEO/ERC/22/60 du 28 avril 2022 autorisant la société Lafarge Granulats à prolonger de deux ans la durée d'exploitation de la carrière sur la commune de Gaillon,

le dossier de demande de la société Lafarge Granulats de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière, transmis le 3 décembre 2024, complété le 23 janvier 2025,

le rapport de recevabilité du 27 janvier 2025,

l'avis de participation du public par voie électronique prescrivant l'ouverture d'une Participation du Public par Voie Électronique (PPVE) pendant une durée de 15 jours, du 24 mars 2025 au 7 avril 2025 inclus,

l'avis favorable de la commune de Gaillon, en date du 25 mars 2025,

l'avis favorable de la commune de Saint-Pierre-de-Bailleul, en date du 27 février 2025,

l'avis favorable de la commune de Courcelles-sur-Seine, en date du 1^{er} avril 2025,

l'avis favorable de la commune de Saint-Pierre-la-Garenne, en date du 1^{er} avril 2025,

l'avis de la commune de Bouafles, en date du 7 avril 2025 (ne se prononce pas),

l'avis favorable de la commune Le Val d'Hazey, en date du 8 avril 2025,

le rapport de l'inspecteur des installations classées du 13 mai 2025,

le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 28 avril 2025 à la connaissance du demandeur, et les observations en retour en date du 12 mai 2025,

CONSIDÉRANT

que l'arrêté préfectoral n°D3-B4-08-108 du 15/05/2008 modifié autorise l'exploitation d'une carrière sur la commune de Gaillon jusqu'au 15 mai 2025,

que la société Lafarge Granulats sollicite une prolongation de la durée d'exploitation de la carrière pour une durée de 1 an, portant ainsi la durée totale de l'autorisation à 18 ans, jusqu'au 15 mai 2026,

que cette demande de prolongation de la durée de la carrière est directement liée au projet d'extension de cette même carrière, dont l'instruction en cours ne sera pas terminée à la date actuelle de la fin d'autorisation, nécessitant ainsi un report d'un an de la durée autorisée,

que la demande de prolongation sollicitée par la société Lafarge Granulats n'entraîne pas de modification des seuils de la nomenclature ICPE, ni d'augmentation des capacités d'exploitation visées dans l'arrêté préfectoral n°D3-B4-08-108 du 15/05/2008 modifié,

que cette demande de prolongation ne modifie pas l'emprise autorisée de la carrière,

que cette demande n'entraîne pas d'impact supplémentaire sur la faune et la flore, les poussières, le paysage, le trafic routier, le bruit,

que cette demande de prolongation n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

que la société Lafarge Granulats a constitué des garanties financières jusqu'au 15 mai 2025 et qu'elles sont à constituer jusqu'à la fin de la prolongation de fonctionnement, soit jusqu'au 15 mai 2026,

les observations faites sur le registre numérique de la participation du public par voie électronique (PPVE), qui s'est déroulé du 24 mars 2025 au 7 avril 2025 inclus,

que, conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'il juge nécessaire et que,

conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier

La société Lafarge Granulats est tenue de respecter, pour la carrière de Gaillon, les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°D3-B4-08-108 du 15/05/2008 modifié par :

- l'arrêté préfectoral n°D1/B1/11/342 du 27/06/2011,
- l'arrêté préfectoral n° UBDEO/ERC/22/60 du 28 avril 2022.

Ces prescriptions sont complétées ou remplacées par celles du présent arrêté.

Article 2 – Durée de l'autorisation

La durée totale de l'autorisation d'exploiter est prorogée d'une durée d'un an, **soit jusqu'au 15 mai 2026**. Cette durée inclut la remise en état du site.

Article 3 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Gaillon et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L.514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 - Exécution


Le Secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le sous-préfet de l'arrondissement des Andelys, le maire de la commune de Gaillon, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est également adressée :

- à Monsieur le sous-préfet des Andelys,
- à Madame le maire de la commune de Gaillon,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **11 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES